

ARRETE DU MAIRE

OBJET : Arrêté Temporaire Stationnement parking Paul Doumer

Le Maire de la Commune de MIREVAL

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relatives aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R417- 10 10°, R325-12 à R325-46, R411-21-1,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L2212-2 et L2213-1,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 ;

Vu la demande de M.COMBATTELLI Jérémy et Mme COCOO Léa-May domiciliés 13 rue de la Canabière à Mireval (34110), de solliciter 2 places de stationnement sur le parking avenue Paul Doumer à Mireval (34110), à l'occasion de leur mariage célébré le vendredi 27 mai 2022 à 16h00,

Considérant qu'il est nécessaire de régler le Parking avenue Paul Doumer pour le bon déroulement de la cérémonie,

ARRETE

Article 1 : Le stationnement est interdit sur les deux dernières places du parking avenue Paul Doumer (face à la salle du Conseil, proche du parc d'enfants) à Mireval (34110), le vendredi 27 mai 2022 de 15h00 à 17h00.

Article 2 : Autorise M.COMBATTELLI Jérémy et Mme COCOO Léa-May à stationner sur les deux dernières places du parking avenue Paul Doumer (face à la salle du Conseil, côté du parc d'enfants) à Mireval (34110), le vendredi 27 mai 2022 de 15h00 à 17h00.

Article 3 : La signalisation réglementaire est mise à disposition par les services municipaux de la commune sur le site. Il reste à la charge du demandeur de la mettre en place et de la retirer, le jour de la cérémonie.

Article 4 : Tout véhicule dont le stationnement en infraction au présent arrêté compromet la sécurité, la tranquillité peut, à la demande et sous la responsabilité du Maire ou de l'Officier de police Judiciaire territorialement compétent, même sans l'accord du propriétaire du véhicule, dans le cas et conditions précités par le décret prévu aux articles L 325-3 et L 325-11 du Code de la Route, être immobilisé, mis en fourrière, retiré de la circulation et le cas échéant, aliéné ou livré à la destruction.

Article 5 : Le Directeur Général des Services, la Chef de la Police Municipale, Le responsable des Services techniques et la gendarmerie de Villeneuve les Maguelone sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire, Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Affichage le 27/04/2022

Mireval le, 26 avril 2022,
Le Maire,
Christophe DURANT



